L'ANCIEN PREFET DE POLICE PAPON A SUD-AVIATION

(Voir page 3.)

LE 1ER FEVRIER

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 24 JANV. 1967 — N° 74 — Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

UNE fois de plus un mouvement de grève est lancé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., la F.E.N. s'est ralliée .F.O. qui se voudrait le champion d'une politique contractuelle est réticente, mais il n'est pas exclu que des fédérations se rallient au mouvement

Quoi qu'il en soit, à moins d'une dérobade de dernière heure des syndicats, ce qui est peu probable le 1er février sera une journée d'action largement suivie.

Cela ne signifie nullement que les travailleurs aient des illusions et qu'ils pensent qu'avec 24 heures de grève même générale, le pouvoir devra céder et faire droit aux revendications de la classe ouvrière.

A l'approche des élections législatives, les organisations syndicales hostiles au gouvernement sur un plan strictement électoral n'envisagent nullement de dresser la classe ouvrière contre le pouvoir gaulliste. Mais elles sont placées devant la nécessité de créer un climat électoral hostile au pouvoir gaulliste.

Si elles peuvent se permettre de proposer une action revendicative, c'est qu'elles savent que le mécontentement des masses laborieuses existe. Ce mécontentement, elles veulent lui permettre de s'exprimer pour essayer de le cristalliser aux élections législatives.

Là, les illusions risquent d'être plus grandes. Une victoire électorale d'ailleurs peu probable ne signifierait pas pour autant une victoire ouvrière. Car une majorité de voix contre De Gaulle — ce qui est loin d'être garanti — ne signifierait pas une majorité de députés à cause de la loi électorale faite sur mesure au profit des partis de la majorité. Et même une majorité de sièges au Parlement ne signifierait nullement le départ de De Gaulle élu Président au suffrage universel et qui n'est pas du tout décidé à laisser la place.

Pour battre le gaullisme, il faudrait autre chose que des élections législatives ; il faudrait autre chose qu'une grève de 24 heures même largement suivie par les travailleurs. Il faudrait un mouvement général de la classe ouvrière partant au combat avec un programme d'action s'opposant en tous points au 5e Plan de la 5e République.

Les syndicats qui organisent la grève du 1er février savaient cela. S'ils n'organisent pas un tel mouvement, c'est qu'ils se dérobent en prétendant que l'ensemble de la classe ouvrière ne suivrait pas. Certes, il est vrai que l'ensemble de la classe ouvrière ne déborde pas actuellement les syndicats et ne manifeste pas le désir de descendre dans la rue.

Mais, en fait, si les travailleurs ne sont pas prêts à s'opposer victorieusement au pouvoir de la bourgeoisie, c'est parce qu'au lieu d'ar-

● suite page 2

H. VAUQUELIN

LES GARDES ROUGES ET LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE

LA grande « révolution culturelle » en arrive à son dixième mois d'existence et les Gardes Rouges tiennent le haut du pavé des grandes villes de la Chine depuis plus de cinq mois déjà. Et quoique les informations nous parviennent en d'aussi minces filets et de sources aussi douteuses qu'au début du mouvement, quoiqu'il soit toujours aussi difficile de distinguer ce qui est fait incontestable de ce qui n'en est que le reflet déformé par l'incompréhension ou la pure fantaisie des commentateurs, la signification sociale de ce qui se passe en Chine se dégage avec plus d'évidence chaque jour.

18 avril 1966, proclamation de la « grande révolution culturelle ». Mai 1966, premières affiches sur les murs de l'université de Pékin, premières manifestations étudiantes. Juin, juillet, après la mobilisation de ceux de Pékin, mobilisation de la quasi totalité des étudiants, lycéens chinois, et pour ce faire, suspension des cours aux universités, dans les lycées. Juin, juillet encore, premières manifestations-monstres dans la capitale, présentées comme convoquées pour approuver les mesures prises à l'encontre de certains dignitaires du parti. Août, apparition des Gardes Rouges à Pékin. Et depuis, déferlement des dizaines de millions de jeunes, amenés des quatre coins de la Chine, mobilisés, encadrés et dirigés par l'Etat, sur les grands centres industriels.

Telles furent les principales étapes d'une mobilisation qui aujourd'hui regroupe des millions d'individus.

Aucune personne censée ne prétend plus, comme au début du mouvement, qu'il s'agit d'une simple entreprise de nettoyage, culturel, fut-ce le plus grand que l'histoire ait connu. Et si un certain nombre d'œuvres d'art du passé ont quitté les musées, les voitures continuent à passer au vert comme dans le plus bourgeois des pays bourgeois : Personne ne croit plus non plus au roman du Mao naguère éliminé, éliminant à son tour ses adversaires grâce aux Gardes Rouges créés dans ce but exclusif. D'autres légendes sont certes plus tenaces, et aujourd'hui encore d'aucuns ont les yeux fixés sur les faits et gestes des quelques douzaines de protagonistes principaux d'une lutte de fraction au sommet, lutte de fraction qui constituerait l'alpha et l'oméga des événements chinois. Curieuse représentation cependant que celle où le rôle des acteurs antagonistes se réduit à l'immobilisme et à l'observation d'un mutisme quasi total, pendant que les prétendus figurants s'entredéchirent !

Comme l'écrit K.S. Karol dans « Nouvel Observateur », « on n'a encore jamais vu des hommes engagés dans une « lutte à mort » qui les met « au bord de la guerre civile » éviter à ce point de s'attaquer, même en paroles, et continuer à vivre côte à côte et presque sous le même toit. »

Nous l'avons bien dit avant les événements de Nankin, de Shanghaï et d'ailleurs, que le rôle des gardes rouges n'était pas de servir d'appoint à une quelconque lutte au sommet ; qu'en les mobilisant, Mao et Lin-Piao agissaient au nom du régime dans son ensemble et que le but essentiel de cette mobilisation était de mettre au pas la population citadine, la classe ouvrière en particulier. Cependant, il fallait attendre ces événements pour que la presse découvre non seulement ceux qui donnaient les coups mais aussi ceux à qui ils étaient destinés. Car, et cela n'était pas l'aspect le moins curieux des explications données, pendant que des millions de gardes rouges parcouraient la Chine, pendant que de violentes bagarres marquaient leur passage, les seules victimes mises en épingle étaient quelques dirigeants plus ou moins subalternes, le principal leader de l' « Opposition » Liu-Chao-Chi paraissant d'ailleurs intouchable.

● suite page 4

G. KALDY.

QUAND JOHNSON PARLE AU PEUPLE AMÉRICAIN

LE public américain a pu voir à la télévision, le mardi 10 janvier au soir, le troisième message annuel sur l'Etat de l'Union que le Président Johnson présentait devant le Congrès.

Johnson a déclaré que 1967 serait une année de transition — transition de quoi à quoi, il ne l'a pas précisé —. Ses propositions dans le domaine économique pour cette période de transition sont :

1) Une augmentation de 6 % des impôts sur les revenus des particuliers et les bénéfices des sociétés ;

2) une augmentation des cotisations à la Sécurité sociale, prévue pour 1968, et dont le montant n'a pas été fixé ;

3) des espoirs pour de plus grandes facilités dans les taux de crédit et d'intérêt, ainsi qu'une plus grande stabilité des prix.

La surtaxe de 6%, qui sera proposée au Congrès au printemps prochain, doit durer deux ans, ou « aussi longtemps que se poursuivront les dépenses extraordinaires exigées par la situation au Vietnam ».

Cette proposition augmenterait les revenus du gouvernement d'environ 4,7 milliards de dollars la première année et de plus de 5 milliards de dollars la seconde année. C'est une telle somme, et même davantage, qui sera nécessaire pour financer l'escalade à venir dans la guerre contre le Vietnam. L'estimation des dépenses du nouveau budget marque

● suite page 6

LE 1ER FEVRIER

● suite de la page 1

Si, dans l'esprit des dirigeants, la campagne de mer les ouvriers en vue de cette lutte contre le pouvoir les organisations dites ouvrières ont toujours capitulé et désarmé les travailleurs en face du patronat et du gouvernement.

Depuis 20 ans elles se sont toujours dérobées dans les grandes actions (1947-48 - 1950-51 - 1953 - 1955), et dans la période actuelle, après avoir été battues aux élections présidentielles, n'offrent aux travailleurs qu'une improbable et illusoire issue dans les législatives.

Depuis des années, elles se contentent de mouvements sporadiques, limités, isolés avec de temps en temps un baroud d'honneur : Un mouvement plus général, bien contrôlé et ramené aussi vite dans la voie des débrayages partiels. Un mouvement comme celui du 1er février qui vient à la suite de nombreux mouvements du même genre, n'illusionne plus les travailleurs et n'effraient plus le patron et le pouvoir.

Mais le gouvernement tient malgré tout à conserver une certaine popularité. Quelques améliorations beaucoup plus spectaculaires que positives et dont la dernière en date est une légère augmentation du traitement des fonctionnaires ont pour but de marquer la politique gouvernementale d'un caractère « social » à l'approche des élections.

Si la classe ouvrière n'est dupe ni des manœuvres démagogiques du pouvoir ni de la capitulation des syndicats, elle n'en est pas moins mécontente.

La grève du 1er février va lui donner une occasion, bien faible il est vrai de manifester son mécontentement. Les travailleurs utiliseront dans une large mesure cette possibilité peu enthousiasmante et ils auront raison.

En participant au mouvement du 1er février, ils montreront que ni la politique anti-ouvrière du gouvernement, ni la carence des organisations qui prétendent les représenter n'ont entamé leur moral.

Cela ne veut pas dire qu'ils soient prêts à attaquer le pouvoir en passant s'il le faut par-dessus la tête de leurs organisations.

Mais cela permet de vérifier que les forces du Prolétariat restent intactes, qu'elles existent en potentiel et qu'un concours de circonstances favorables peut parfaitement les libérer pour la réalisation des conquêtes sociales importantes.

Pour cela, il faudra que les travailleurs soient en mesure de dépasser le cadre étroit dans lequel les enferment les organisations ouvrières.

C'est ce qui s'est passé en 1936.

Mais alors qu'en 1936, les travailleurs sont partis en faisant confiance à leurs organisations et ont pu être trahis par elles, à l'heure actuelle, la méfiance qu'ils éprouvent à leur égard à la suite des nombreuses capitulations et trahisons, les rend beaucoup plus prudents.

Ils savent que pour s'attaquer au pouvoir, ils devront d'abord vaincre l'hostilité des organisations qui parlent en leur nom.

C'est pourquoi, leur participation aux mouvements organisés par les syndicats ne peuvent que leur permettre d'exprimer ouvertement leur mécontentement. Pour aller plus loin, il faudra qu'ils ne comptent que sur eux-mêmes.

Mais ce mécontentement, il est préférable qu'ils l'expriment même à l'occasion de mouvements sans lendemain que de le taire et laisser supposer à leurs adversaires qu'ils sont prêts à se soumettre.

AU LILAS : le visage unitaire du PCF vu sur sa gauche

DANS « l'Humanité » du 21/1/67, Léo Figuères écrit, à propos des récents événements en Chine Populaire : « Nous protestons énergiquement contre les « méthodes de violence dont sont actuellement victimes tant « de militants du mouvement révolutionnaire chinois. »

On peut s'étonner que ceux qui s'indignent des méthodes « maoïstes », ne mettent pas plus de hâte à désavouer les méthodes « staliniennes » employées en France, par les militants du P.C.F., contre leurs opposant pro-chinois ou trotskystes.

En ce qui nous concerne, à « Voix Ouvrière », nous venons une fois de plus de faire l'expérience de ce qu'est la démocratie ouvrière revue et corrigée par le P.C.F.

En effet, depuis plusieurs dimanches, des camarades de la commune venaient vendre notre journal au métro Mairie des Lilas, au milieu du marché.

Or, le dimanche 4 décembre, des militants du P.C.F. leur ont intimé l'ordre de déguerpir. Ce que nos camarades n'ont bien entendu pas fait.

Lorsqu'ils furent une bonne dizaine rassemblés, ils se jettèrent sur nos vendeurs, une fille et deux garçons, les frappèrent et leur arrachèrent leurs journaux. L'un de nos camarades fut blessé au visage, par le nommé Perrimond (ancien candidat aux élections municipales sur la liste P.C.F.).

Le vendredi suivant, le P.C.F. a alors distribué un tract, falsifiant les faits et affirmant que c'étaient nos camarades qui avaient provoqué un incident (en refusant de partir sans doute !).

Il écrivait :

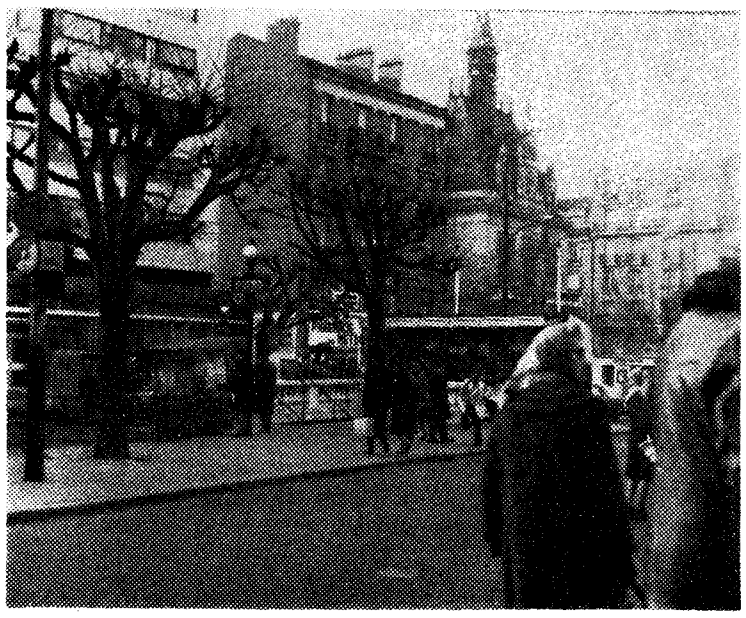
« Dimanche matin, un groupus-
« cule trotskyste a provoqué un
« regrettable accident au poste de
« vente de l'**Humanité Dimanche,**
« au métro, Mairie des Lilas.
« Après une courte bagarre, ces
« irresponsables abandonnaient la
« partie. Les Lilasiens présents
« ont parfaitement compris à
« quoi tendent de telles manœu-
« vres et ont clairement signifié
« à cette triste équipe ce qu'ils
« pensaient d'eux. »

Ce qui est d'autant plus cocasse que les Lilasiens présents non seulement nous manifestèrent leur sympathie, mais achetèrent immédiatement les quelques **Voix Ouvrières** que les staliniens n'avaient pas déchirées.

Le tract reprenait les calomnies habituelles contre les trotskystes : « Les fonds nécessaires à la propagande viennent de la bourgeoisie. »

De plus le tract contenait une menace « ... nous ne saurions to-
« lérer dans notre commune les
« agissements de ce groupus-
« cule ».

Bien entendu, la quinzaine suivante, nos camarades vendaient de nouveau aux Lilas.



La Mairie des Lilas...

Cette fois, les nervis du P.C.F. n'osèrent pas les frapper. Ils se contentèrent de se regrouper jusqu'à être une quarantaine, et alors que nos camarades vendaient depuis plus d'une heure, ils les entourèrent (à quarante contre quatre) en hurlant toujours à quarante : « Demandez l'Humanité-Dimanche ». Les Lilasiens qui ont assisté à ce spectacle ne sont pas prêts d'en oublier le ridicule.

Déçus sans doute, de ne pas avoir réussi à nous empêcher de vendre, le PCF sortit un nouveau tract intitulé : « Ils insistent... »

« A nouveau, dimanche matin,
« un groupuscule de trotskystes
« et autres aventuristes irrespon-
« sables est « descendu » aux Li-
« las pour tenter de perturber
« la vente de l'**Humanité-Diman-**
« che. Il y a 15 jours déjà, quel-
« ques individus avaient voulu le
« faire. Corrigés ils s'étaient en-
« fuis. Dans un tract nous expli-
« quions ce qu'ils étaient (des
« aventuriers) notre dégoût de-
« vant leurs méthodes, les raisons
« de ces provocations (entraver
« par n'importe quel moyen la
« marche de l'unité de la gau-
« che) notre volonté de ne pas
« voir notre localité connaître
« les méthodes de ces petites
« frappes. »

Et plus loin :

« Etait-ce un hasard ces po-
« liciers en civil ou en uniforme
« qui se promenaient ? »

De plus ce tract traitait les trot-
« skystes de « collaborateurs »:
« pendant la guerre, d'ailleurs,
« ceux qui alors faisaient le mê-
« me travail ont collaboré sans
« vergogne pendant que le Parti
« communiste était décimé. » (1)

Il ne manquait même pas le pet.. couplet paternaliste sur les « jeunes trompés » :

« ... les quelques individus dé-
« voyés et les jeunes trompés
« qui, devant une situation dif-
« ficile ne retrouvent que de mau-
« vaises solutions datant de fort
« longtemps. »

o0o

Cette fois, nos camarades des Lilas ont décidé de répondre ; ils ont distribué au métro et dans les boîtes à lettres de la commune, un tract dont nous extrayons quelques passages :

« Nous estimons qu'au sein
« des travailleurs la plus grande
« démocratie doit régner. Chacun
« doit pouvoir exprimer et dé-
« fendre ses opinions. Pour notre
« part nous les défendrons quels
« que soient les moyens qu'on
« utilise pour essayer de nous en
« empêcher. »

« CE QUE NOUS REPRESEN-
« TONS ?

« Ce qu'était le Parti commu-
« niste à ses débuts. Quand il
« était encore le Parti des oppri-
« més et non un Parti de gouver-
« nement, quand il était encore
« communiste. La faucille et le
« marteau que nous mettons sur
« notre journal c'est le symbole
« de cette époque. D'ailleurs nous
« ne l'aurions pas fait si le Parti
« communiste français n'y avait
« pas renoncé à chaque fois qu'il
« le peut, en remplaçant le dra-
« peau rouge par le drapeau tri-
« colore dans la plupart des ma-
« nifestations. Nous sommes
« peu nombreux, c'est vrai ! Et
« alors ? Le Parti communiste non
« plus n'était pas nombreux dans
« les années 20. Mais il avait une
« autre allure ! »

Depuis, **Voix Ouvrière** a été vendu à nouveau aux Lilas, sans que le P.C.F. puisse nons en empêcher. Et nous continuerons. C'est d'ailleurs la meilleure réponse que nous pouvons faire aux méthodes staliniennes. C'est à quoi nous nous étions engagés dans notre tract du 26-12-66 :

« POURQUOI LA VENTE DE
« **VOIX OUVRIERE** CONTINUE-
« RA...
« Parce que nous estimons que
« c'est notre droit. Parce que de
« nombreux Lilasiens, même en
« ne partageant pas nos idées,
« nous ont montré leur sympa-
« thie, les deux fois, en réprou-
« vant les méthodes qu'on utili-
« sait contre nous.
« Parce que le P.C.F. en éprou-
« vant le besoin de s'expliquer
« par deux fois par des tracts, et
« en étant obligé de **mentir** pour
« se justifier, montre qu'il est
« conscient que ce sentiment est
« partagé et qu'il est gêné pour
« continuer à utiliser les mêmes
« méthodes.
« Et parce que nous sommes
« certains que tous les travail-
« leurs conscients, tous les hon-
« nêtes gens, feront en sorte que
« chacun puisse exprimer ses
« idées s'il le souhaite, dans le
« calme et le respect les uns des
« autres, sans voir quiconque
« s'arroger un monopole ou es-
« sayer de transformer les Lilas
« en Chicago. »

C. OLIVIER.

(1) Nous remercions à ce propos le Lilasien qui nous a écrit pour protester contre les calomnies contenues dans le tract du P.C.F.

Quand le PCF sonde l'opinion

Fort de milliers de militants, de centaines de milliers d'adhérents et de millions... d'électeurs, le P.C.F. a voulu, récemment, vérifier sa politique et sa popularité dans le pays. Pour ce faire, il n'a rien trouvé de mieux que de commander une enquête auprès de l'I.F.O.P. pour savoir ce que les « Français » pensent de lui.

Mais qu'on se rassure ! En faisant cette enquête, le P.C.F. ne transgresse en rien la tradition du mouvement ouvrier. Qui plus est, il est le continuateur direct de Marx et de Lénine. C'est du moins ce que raconte un dénommé Michel Simon qui, dans le numéro 1 109 de « France-Nouvelle », sous le titre évocateur : « Les réflexions d'un sociologue communiste », écrit : « On sait le soin maniaque avec lequel les classiques du marxisme, que ce soit Marx ou Lénine, collationnaient et analysaient toute la documentation que leur époque mettait à leur disposition. L'un et l'autre, au demeurant étaient partisans des enquêtes par questionnaire. » Décidément, les intellectuels du P.C.F. vont de découverte en découverte. Gageons qu'ils ne vont pas tarder à reconnaître en Marx et Lénine les précurseurs brillants de la sociologie politique moderne (ce qui ne serait pas pour déplaire à M. Duverger).

En fait, ce sondage d'opinion a un but bien précis. Il s'agit, en cette période électorale, de montrer que le P.C.F. n'est plus le parti qui inspirait naguère la crainte, que son honorabilité et sa respectabilité sont reconnus de tous les véritables démocrates, hormis une poignée de fieffés réactionnaires. Il s'agit de faire plébisciter la politique de « réintégration nationale » que tente le P.C. et de prouver, y compris aux militants ou aux sympathisants sceptiques, que la politique d'unité avec la F.G.D.S. correspond aux aspirations de « tous les Français » (car ce n'est pas le moment de parler de classes sociales, de distinguer les ouvriers des patrons ni les paysans de leurs exploiteurs).

Ainsi, ne faut-il pas s'étonner que le questionnaire soit axé sur les problèmes électoraux et sur une éventuelle participation « communiste » à un gouvernement de coalition. L'*Humanité* et *France-Nouvelle* ont donné le maximum de publicité à certaines questions. Ainsi apprend-on que plus de 40 % des personnes interrogées par l'I.F.O.P. sont favorables à la présence de ministres « communistes » dans un futur gouvernement, que 51 % estiment utile le rôle que joue le P.C.F. en France, que la majorité est favorable à la nationalisation des banques d'affaires, des compagnies d'assurances, de l'acier, du pétrole, etc.

Mais il y a une petite ombre au tableau. Le P.C.F. a aussi voulu savoir ce que les Français pensaient du conflit sino-soviétique. Mais la réponse à cette question, il nous faut la chercher dans *Le Monde* du 19-1-67 qui nous apprend que sur 48 % des personnes ayant une opinion, 42 % donnent la préférence au « communisme russe » et 6 % au « communisme chinois ». Il faut penser que ces chiffres ne satisfont pas les dirigeants du Parti car cette question disparaît entièrement de leur presse. Les sociologues communistes démontrent ainsi que l'utilisation des « techniques les plus modernes » peut très bien s'accommoder des ficelles les plus usées de la falsification stalinienne.

F. D.

L'ancien Préfet de Police PAPON à Sud-Aviation...

La police fit huit morts dans cet escalier le 8 février 1962

Il y a quinze jours, les journaux nous ont annoncé la prochaine nomination de Papon à la tête de Sud-Aviation alors que le Président Directeur Général du Sud-Aviation, le Général Puget, était encore en place, et ne parlait pas de la quitter.

Celui-ci, interrogé par le Bureau du comité central d'Entreprise de Sud-Aviation, (2 CGT, 1 CFDT, 1 FO) confirmait. Et dans un communiqué le CCE expliqua « dans une telle affaire, a déclaré le général Puget, il ne devrait pas s'agir de personne, mais du prestige de Sud-Aviation dans le monde, dans l'intérêt de son personnel et de notre pays ». Plus loin, il ajoutait : « d'ores et déjà, le bureau du Comité central d'Entreprise tient à exprimer l'émotion et l'inquiétude du personnel de Sud aviation devant les perspectives de mesures de concentration préconisées par le gouvernement... d'autre part, sur la forme et les raisons qui motivent les changements envisagés. »

Si les journaux laissaient entendre que les syndicats soutenaient Puget contre Papon dans les entreprises de Sud-Aviation, les travailleurs n'avaient aucune préférence à priori entre un militaire et un flic. Les syndicats durent en tenir compte dans un tract du 30-1-66 de la CGT : « pour notre part, nous ne regretterons par M. Puget, car même s'il est victime d'un coup de balai, il ne nous a pas donné au cours de sa carrière de PDG à Sud-Aviation de « raison matérielle et financière » particulière de le regretter. Y compris d'ailleurs en ce qui concerne le « sauvetage des grands projets en cours ou en négociation » puisqu'il a dû reconnaître lui-même que l'action des syndicats français et anglais a été déterminante pour la remise en route du projet « Concorde ». (C'est une manie pour les syndicats de s'attribuer des projets comme Caravelle et Concorde. Dommage qu'ils ne soient pas aussi efficaces pour les luttes revendicatives). Dans le même tract, elle suggérait certainement à juste titre, que c'est à cause de l'affaire Ben Barka que Papon devait être recasé.

UN PASSE CHARGE

L'homme qu'il s'agit de « caser », Maurice Papon est un ancien licencié en droit, il est entré à l'administration centrale du ministère de l'intérieur en 1935. Sous Pétain, en 1941, il est directeur du cabinet du secrétaire général pour l'administration. On le retrouve, en 1945, sous De Gaulle, sous-directeur de l'Algérie au ministère de l'intérieur, puis chef de cabinet de M. Biondi, sous-secrétaire d'Etat socialiste à l'intérieur. Il est préfet en Corse en 1947 et de Constantine en 1951. C'est à cette date qu'il devient secrétaire général de la préfecture de police jusqu'en 1955. Et après avoir été conseillé technique au cabinet de M. Champeix, secrétaire d'Etat socialiste à l'intérieur, chargé des affaires algériennes. Il est nommé en 1958 préfet de police de Paris par le gouvernement Félix Gaillard. C'est à cette place qu'il s'est fait une si triste réputation.

Le 17 octobre 1961, à une manifestation organisée par les Algérien· à Paris pour protester contre les mesures arbitraires dont ils étaient victimes, le service d'ordre fut sans pitié, il y eut de nombreux morts. Le 8 février 1962, à la manifestation organisée par la gauche contre l'OAS, — interdite par le gouvernement — 8 manifestants furent sauvagement assassinés. Ils s'étaient réfugiés dans la bouche du métro Charonne dont les grilles étaient fermées. Les CRS lancèrent de lourdes grilles d'arbres... On se souvient qu'aux obsèques des 8 victimes, il y eut un million de participants. Et pour finir, rappelons ce qui mit un terme pour le moment à sa carrière dans la police : l'enlèvement de Ben Barka auquel deux policiers de la préfecture furent impliqués. Cela lui a coûté certainement son poste. Mais d'un tel commis, l'Etat capitaliste a encore besoin. Pour l'instant, on le recase à la tête de Sud-Aviation. On verra après.

UNE PROVOCATION...

Si pour le gouvernement il ne s'agit que de caser quelqu'un, le mettre PDG d'une entreprise alors qu'il a du sang ouvrier sur les mains, est pour les 25.000 ouvriers de Sud-Aviation une provocation.

La CGT prit nettement position contre Papon dès le début. Ce fut le seul syndicat à le faire. Mais rapidement, ce qu'elle lui reproche, c'est le préjudice qu'il va apporter à Sud-Aviation. « Le choix de M. Papon à la tête de Sud-Aviation est un défi à la technique et au bon sens ». Dans un autre tract distribué le 5-1-67, le bureau CGT déclare : « la présence d'un tel homme à la tête d'une société dont le renom des fabrications n'est plus à faire, peut avoir les plus graves conséquences techniques, économiques et commerciales en raison de son manque absolu de compétences industrielles et techniques ». Pour eux, la présence de Papon est un coup porté à l'aéronautique française même s'ils rappellent d'autre part son rôle à Charonne. Et la CGT de reproposer son programme civil aérospatial avec des phrases lapidaires comme « l'industrie aéronautique est de celles qui sont déterminantes pour l'indépendance et l'avenir d'une grande nation » ou encore « l'intérêt national exige la concentration et l'organisation des recherches, études et fabrications pour une production au profit exclusif du pays. » Pour finir, dans le même tract, on nous parle des législatives, au cours desquelles, il faudra bien voter si on veut un bon programme aéronautique et si on veut éviter Papon.

Puis la CGT dans son tract du 13-1-67 sous le titre « scandaleuse démagogie » proteste à nouveau : « Papon est nommé président de Sud-Aviation, vingt caravelles supplémentaires sont lancées en fabrication !... Presse, télé, radio, à la solde du pouvoir tendent par tous les moyens à faire passer la pilule préfectorale... bien que le gouvernement attendait M. Papon pour annoncer la bonne nouvelle ! Mais voilà, l'homme à la matraque n'est pour rien dans le succès commercial de la Caravelle... D'ailleurs, dans le même tract, on réaffirme que les représentants du personnel CGT, FO et CGC sont contre Papon : « ce choix ne peut se justifier sur le plan technique industriel et commercial ». Voilà à quoi les syndicats ramènent la nomination de M. Papon.

...QUI N'A PAS ETE RELEVE.

En mêlant Papon, le pouvoir, et les prochaines élections législatives la CGT a si bien noyé le poisson que dans aucune entreprise de Sud-Aviation, les travailleurs n'ont débrayé pour protester contre la mise en place de Papon. A Marignane et à Toulouse les débrayages portaient sur des revendications de salaire et de défense de l'emploi.

Et même, certains travailleurs de Sud-Aviation n'ont guère ressenti le caractère provocateur de la nomination, témoins, les anecdotes qui courraient sur Papon comme dans une entreprise de Sud-Aviation où l'on fabrique des fusées : « avant, on faisait des cocottes en papiers, après on a fait des fusées, maintenant nous allons faire des petits bâtons blancs ». En fait, les syndicats, mélangeant tous les problèmes, les travailleurs ont fini par ne plus se sentir concernés par la nomination de Papon.

...une provocation à relever par 25000 travailleurs

« Occident » à Rouen

LA grande presse s'est faite l'écho de l'agression commise le 12 janvier 1967, devant l'entrée du restaurant universitaire de Mont-Saint-Aignan, à Rouen, par un commando fasciste. Alors que des étudiants, membres du Comité Universitaire Viet-Nam, quêtaient et distribuaient un tract, une trentaine de nervis signant leur action par leurs hurlements « Occident vaincra, Occident passera », se ruaient sur eux armés de barres de fer, de boulons et de matraques. La bagarre ne dura que quelques minutes, et les agresseurs repartirent aussi vite qu'ils étaient venus, à bord de voitures dont certaines étaient immatriculées dans la Seine. Plusieurs étudiants de gauche furent sérieusement blessés, dont l'un, atteint d'un enfoncement de la boîte crânienne, dut subir une opération chirurgicale.

Quinze jours avant, des affiches avaient été placardées sur les murs de la ville, proclamant : « *Occident a décidé de faire cesser la propagande bolchévique à Rouen* », affirmant clairement à l'avance les intentions de ce groupe.

Ces croisés de l'anti-bolchévisme avaient même eu le culot, dans un tract diffusé quelques jours auparavant, de se poser en victimes. « *On nous reproche* — écrivaient-ils — *d'être des agresseurs, alors que nous sommes en réalité des agressés et que nous ne faisons que défendre nos droits et notre liberté d'expression.* » Ils ajoutaient d'ailleurs cette précision piquante : « *Ceux qui ont adhéré et qui adhèrent chaque jour à notre association n'ont jamais reçu de coups de matraques, du moins de notre part.* » Evidemment, Occident réserve ses coups aux autres, mais cela fait tout de même beaucoup de monde.

Toutes les organisations de « gauche » se sont retrouvées unanimes pour condamner cette agression... et pour « exiger la dissolution immédiate des groupes fascistes », c'est-à-dire pour s'en remettre à l'Etat bourgeois du soin de lutter contre le fascisme. Trois semaines à peine après la libération de Challes, il faut être optimiste ! Et quand bien même « Occident » et ses pareils seraient un jour interdits, cela ne changerait rien au problème : « Jeune Nation », que dirigeait un certain Pierre Sidos, fut interdit il y a quelques années, et le même Sidos dirige aujourd'hui « Occident ». Serait-il demain obligé de changer encore une fois l'étiquette, que le contenu du flacon serait le même.

Les petites organisations d'extrême-gauche, quelles qu'elles soient, ne peuvent guère que se défendre. Mais le Parti communiste français » pourrait, lui, s'il le voulait, empêcher les groupuscules fascistes d'exister. Il en a les moyens, et s'il ne le fait pas, ce n'est pas une question de force, c'est un choix politique. Il préfère organiser des manifestations contre la renaissance du fascisme... en Allemagne. Mais en refusant d'écraser le danger dans l'œuf aujourd'hui, il prend peut-être une lourde responsabilité historique.

C. J.

La police au Quartier latin

Ces dernières semaines la presse a relaté abondamment les attaques dont avaient été l'objet les militants d'extrême-gauche de la part des groupes fascistes. Les nervis d'Occident ont sévi très brutalement, armés de barres de fer, dans différentes villes universitaires : Nanterre, Montpellier, Rouen, Paris, blessant grièvement plusieurs militants. Jamais les représentants de l'ordre, la police, n'étaient présents au moment de ces bagarres.

Nous voudrions rapprocher ces faits des incidents qui ont opposé des vendeurs de notre journal à la police du V^e^ arrondissement, près du restaurant universitaire Censier, à Paris. A ce restaurant d'ailleurs, les fascistes se manifestent de temps en temps, provoquant les étudiants noirs. A ces occasions-là, la police était aussi absente. Pourtant, dernièrement, à plusieurs reprises les policiers ont essayé d'interdire à nos camarades la simple vente de « Voix ouvrière », créant ainsi ces fameux « troubles » contre lesquels ils sont censés intervenir.

Il y a un mois ils ont appréhendé deux jeunes gens, et le 13 janvier 1967, ces messieurs ont jugé nécessaire de faire intervenir trois cars de police pour nous empêcher de nous exprimer. Au cours de cette « opération », ils ont conduit quatre personnes au commissariat.

Pendant ce temps un rassemblement se formait et les ouvriers d'un chantier voisin manifestèrent par des exclamations leur hostilité à l'intervention de la police. Immédiatement des policiers se précipitèrent vers le contremaître et demandèrent : « Sont-ils tous Français ? »

Ces incidents ne sont pas pour nous surprendre, et l'attitude de la police vis-à-vis de l'O.A.S., d'une part, des travailleurs algériens, de l'autre, pendant la guerre d'Algérie, est dans toutes les mémoires.

Au travers de ces faits récents, l'appareil policier français montre une fois de plus de quel côté il se place et à quel point il est hypocrite de faire croire qu'on peut faire appel à lui pour défendre la gauche contre l'extrême-droite.

LES GARDES ROUGES ET LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE

● suite de la page 1

« mise au pas » concernait l'ensemble de la population citadine, sa résistance violente a fait de la classe ouvrière la principale force opposante et l'aspect anti-ouvrier de la mobilisation s'est particulièrement renforcé au cours des toutes dernières semaines. Et si dans sa propagande le régime et les gardes rouges continuent à dénoncer les dirigeants antimaoïstes, « ces chiens venimeux » et ces « rats visqueux », la lutte contre ce qu'on a baptisé « l'économisme » gagne de plus en plus d'ampleur.

La dénonciation de la « Voie diabolique de l'économisme », de la « pilule dorée des profits économiques » alternent dans la presse chinoise avec des appels à « faire la révolution culturelle pour stimuler la production » et à créer des comités « afin de veiller à ce que la production ne soit pas mise en cause ». Il s'agit, rapporte le correspondant de l'A.F.P. à Pékin, «d'inciter les ouvriers à travailler davantage sans exiger d'augmentations de salaires ou de meilleures conditions de vie ».

Après avoir été touchés en tant que consommateurs — récemment encore, les magasins de Pékin ont cessé de vendre des produits de « luxe » comme des bicyclettes, montres, appareils de radio ou cotonnades — les ouvriers le sont maintenant en tant que producteurs.

Le principal grief formulé à l'encontre d'un certain nombre de dirigeants locaux eux-mêmes est du genre : « avoir poussé les ouvriers à venir à Pékin pour y demander des augmentations »...

Et l'on nous fait état des sombres machinations de certains directeurs d'usines, coupables d'avoir accordé des augmentations de salaires afin d' « acheter les ouvriers » dans le but évident de les opposer au président Mao.

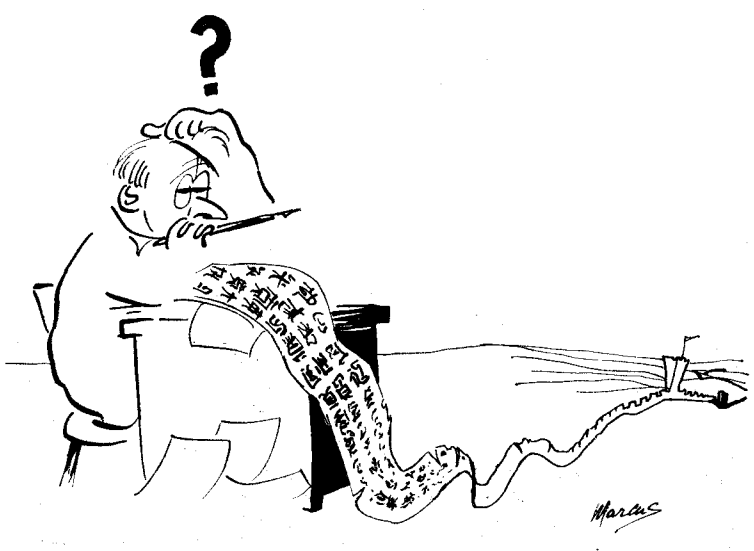
Mais, plus parlant que les dénonciations et les slogans sont les informations faisant état non seulement de grèves massives dans la plupart des grandes villes, mais aussi de heurts violents, faisant des dizaines sinon des centaines de victimes. A Nankin, six mille personnes auraient été arrêtées à la suite de véritables batailles rangées. Les « désordres » de Shanghaï auraient fait une quarantaine de morts et plusieurs centaines de blessés. A Sheniang, capitale de la Mandchourie, une des régions les plus industrielles de la Chine, la lutte a duré une quinzaine de jours. Pendant que dans la ville la grève a été quasi générale, tous les centres importants de cette région auraient connu des troubles graves. Des milliers d'ouvriers auraient arrêté le travail à Canton, et l'armée a dû intervenir pour prêter main forte aux gardes rouges.

Voilà quelques exemples, ils ne sont cependant pas les seuls. Mais ils sont révélateurs, car Canton comme Shanghaï et Sheniang sont des hauts-lieux du prolétariat chinois. Leur réaction est capitale, elle reflète et symbolise la réaction de l'ensemble de la classe ouvrière face à la « révolution culturelle ». Elle ne laisse nul doute quant à la véritable cible désignée aux masses petites bourgeoises estudiantines mobilisées, ni quant à la nature de l'activité de celles-ci.

La véritable signification des affrontements se dégage non plus à travers les analyses ou des hypothèses toujours discutables, mais à travers cette résistance violente du prolétariat chinois qui, elle, laisse des victimes bien réelles sur le pavé.

Après les combats de Nankin, de Changhaï, de Shéniang, de Canton, les savantes spéculations sur les chances respectives des participants supposés d'un pugilat individuel entre dirigeants haut placés apparaissent bien insipides, car le véritable terrain de la bataille n'est pas la « Cité Interdite » de Pékin, mais bien les rues et les usines des grandes villes chinoises.

Par ailleurs il est impossible de parler de ce qui se passe en Chine sans mentionner la réaction de la presse stalinienne. Pour les lamentables prostitués de la plume qui noircissent les pages de l' « Humanité » par exemple, les événements de la Chine



La presse occidentale et la question chinoise

sont d'une aubaine inespérée. Ils permettent par exemple à un Léo Figuères de se faire une pureté « communiste ». Ce dernier, en évoquant l'attitude quelque peu sympathisante, ou tout au moins compréhensive de certains journalistes, s'écrie avec une vertueuse indignation : « Les bons apôtres ! Leur rêve est sans nul doute que le socialisme apparaisse comme une société où l'illégalité et l'insécurité sont permanentes, la délation et le dénuement érigés en règles de vie, la culture bafouée et la société militarisée. Ils ne seraient pas fâchés non plus que le communiste se présente sous les traits d'un fidèle, borné et brutal, récitant les versets d'un nouveau catéchisme. »

Evidemment, le pays où « l'illégalité et l'insécurité sont permanentes » et « la délation et le dénuement érigés en règle de vie » n'est pas le pays de la bureaucratie stalinienne avec ou sans Staline, que lui, Léo Figuères, a glorifié sans doute sous Staline déjà, « Le communiste » fidèle, borné et brutal, récitant les versets d'un « nouveau catéchisme » n'est pas lui, Léo Figuères.

La manière dont réagit la direction petite-bourgeoise de la Chine à l'encerclement impérialiste, à l'isolement, au danger de guerre, est certes inscrite dans la nature bourgeoise de l'Etat chinois. Mao fait tout ce que peut faire une direction petite-bourgeoise jacobine en pareille circonstance. Il est limité par les limites des classes qui l'on porté au pouvoir. Mais si c'est à un Mao d'assumer la défense de la Chine aujourd'hui, la responsabilité en revient à Staline et à la bureaucratie stalinienne, dont ledit Léo Figuères est un des fermes défenseurs. Si la Chine est encerclée comme elle l'est actuellement, si elle ne peut compter sur l'aide de ceux précisément qui devraient en être les premiers défenseurs, la responsabilité en revient encore à la même bureaucratie stalinienne. Et même sur le plan des méthodes, le régime de Mao réagit avec infiniment plus de démocratie, car son pouvoir s'appuie non sur une GUEPEOU mais sur le soutien de vastes masses petites-bourgeoises.

Et si dans l'affrontement entre le prolétariat chinois et le régime de Mao les révolutionnaires prennent résolument position en faveur des premiers, ils dénient à tous les Léo Figuères le droit de s'ériger en apôtres d'un communisme qu'ils n'ont cessé de bafouer toute leur vie durant.

Il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de prévoir l'issue du puissant mouvement de « mise au pas » effectué par les Gardes Rouges. L'insuffisance des informations rend déjà difficile de savoir où en sont réellement les choses à l'heure actuelle, et à plus forte raison d'avoir une idée claire du degré de conscience avec lequel la classe ouvrière chinoise réagit. Malgré la violence des troubles, violence sciemment provoquée sinon toujours prévue par les dirigeants du pays, Mao semble contrôler les événements. Si l'on excepte cependant l'information parvenue dimanche soir à Paris selon laquelle une province entière serait en sécession.

Cependant, le prolétariat a réagi et c'est là le fait essentiel, incontestable. S'agit-il à l'heure actuelle d'un combat d'arrière-garde, la classe ouvrière est-elle en train de succomber sous les coups des masses petites-bourgeoises mobilisées par

le régime ? Ou au contraire, la mise au pas a-t-elle déclenché au sein du prolétariat une réaction qui n'est qu'un début ?

L'avenir y répondra, mais de toute façon un fossé vient de se creuser entre le gouvernement chinois et la classe ouvrière qui ne sera plus jamais comblé.

DANS LES MINES

La télévision, l'électro ménager, la voiture même dans certains cas, seraient un signe certain que la classe ouvrière a conquis le confort bourgeois auquel chacun aspire. Si on fait abstraction de sa vie au travail, peut-être pourrait-on prendre cette fable pour une réalité. Mais cette vie au travail quelle est-elle. Nous en donnons un exemple en publiant cet extrait de la V.O. de la Fosse Dechy-Saint-René.

LES COMMANDOS DE LA MORT

Nous avons été très surpris, camarade Senez, chef porion, que tu dises à un camarade, quand tu as su qu'il allait au généphone dans la taille Wawrechin 500-550, le jeudi 12 janvier : « Tu vas encore écrire un article, je m'en fous, ça glisse ! »

Mais, camarade, ce n'est pas une page, mais dix que nous pourrions écrire pour dénoncer toutes les infractions qui sont commises sur le plan de la sécurité. Nous ne voudrions pas nous éterniser sur tout ce que nous avons ressenti, tous les camarades qui ont travaillé tout le poste : mais il y a une chose que nous n'oublions pas, c'est d'avoir travaillé tout ce poste dans la hantise de la mort.

Deux camarades pourtant réputés pour leur compétence, car ce sont des ouvriers très qualifiés, ont eu aussi les entrailles resserrées. Ils n'ont pas fait briquet, ils ont préféré terminer leur poste et remonter par le bure, car ils n'osaient plus remonter la taille. Il a fallu signaler qu'il y avait de gros cailloux à casser dans la trappe pour que le camarade porion puisse remonter à toute vitesse le long de la veine, car lui aussi avait vécu la même ancoisse. Le lendemain, camarade Senez, nous t'avons demandé si tu avais pris une assurance sur la vie. Tu as eu l'air fataliste. Penses-tu à ta famille et aux camarades que tu entraînais dans ce suicide collectif ?

La même question a été posée au chef de la taille qui a répondu : « Je sais bien, mais je n'y peux rien. Même le délégué qui est descendu hier n'a rien dit. » Nous le comprenons ; excusez-le, camarades, car en ce moment il suit un traitement chez le docteur Vanhoutte, sa vue baisse. Il doit mettre des lunettes noires, sans cela, pour descendre cette taille, il aurait, sur 100 mètres, battu le record de Piquemal ! Le plus écœurant de l'histoire est celle de notre camarade Jules, préposé au contrôle de l'avancement qui, ce jour-là, était descendu avec un autre camarade contrôleur. Car souvent les contrôleurs descendent seuls dans les tailles entre postes (encore une infraction). Lui demandant : « Que penses-tu de la taille ? », il répondit : « Ben, vous savez, aujourd'hui elle est belle ! » Il y avait de quoi tomber sur les fesses. Nous nous sommes tous regardés sans mot dire. Nous étions tous ébahis.

Non camarades, nous ne pouvons tolérer de pareilles infractions. C'est à nous, camarades des trois postes, à refuser de travailler dans cette insécurité. Que demain vienne un accident mortel, la direction pourra encore nous dire que c'est la fatalité. Si des gens sans scrupules veulent nous forcer à travailler dans ces conditions, faisons-leur savoir qu'il y a déjà trop de victimes dans les mines.

Mas au fait, savez-vous que les morts ne comptent pas pour les prix décernés par les Houillères dans les concours de sécurité ? Seuls les blessés comptent.

LES MAUVAISES HABITUDES

Nous avons relevé quelques infractions commises quotidiennement dans cette même taille : On ne met jamais de grillage, on ne le descend même plus, soi-disant qu'on n'a pas l'habitude d'en mettre ! Profite-t-on du fait qu'il s'agit de camarades marocains pour faire admettre une telle infraction ? Après une remarque de notre camarade généphoniste, le porion a demandé aux ouvriers de descendre le grillage, mais il n'a pas exigé la pose. En fin de poste, le grillage n'était toujours pas posé.

Autre infraction : le camarade détrousseur qui doit injecter lui-même, à tous les matériaux nécessaires à cet effet sauf la perforatrice ! Demandant au directeur cet outil primordial, il lui fut répondu : « Je serais à votre place, il y a longtemps que j'en aurais une. » Peut-on lui demander aujourd'hui, s'il est plus malin que notre camarade, de la lui faire parvenir le plus vite possible. Appliquez notre slogan : « Injection des charbons, protection des poumons ».

La campagne pour HUGO BLANCO

Nous apprenons que de nouveaux télégrammes de protestions ont été envoyés au gouvernement péruvien :

— du Comité américain pour la défense des emprisonnés latino-américains.

— télégrammes de Humberto Valenzuela, dirigeant des ouvriers municipaux ; Alexandro Chelen, membre du Comité central du Parti socialiste ; de dirigeants du M.I.R. ;

— protestations des journaux « O Logos » (Notre parole), « Marxistiko Deltio » (Bulletin Marxiste) et de la revue « L'Intellectuel ».

—l'hebdomadaire « Nuestra palabra » a lancé une campagne pour la libération de Blanco.

Nouvelles arrestations de militants trotskystes au Mexique

Le Parti Communiste Révolutionnaire (trotskyste) nous informe que trois membres du Parti Ouvrier Révolutionnaire du Mexique ont été arrêtés le 2 décembre dernier à Poza Rica, centre pétrolier mexicain. Il s'agit de Armando Dominguez Lara, de Davila Solis et de Génaro Jonjitud. Le prétexte qui servit à ces arrestations est l'incendie de réservoirs de pétrole survenu dans la région, alors qu'une commission technique désignée par le gouvernement a jugé que ces incendies étaient le résultat du manque de surveillance et du mauvais état du matériel. Emprisonnés, ces trois militants ont été torturés.

Rappelons que, le 5 mai 1966, 8 militants trotskystes avaient déjà été arrêtés au Mexique sous de fausses inculpations.

Les protestations sont à envoyer au :

Juge Eduardo Ferrer Macregor, Juez Primero de distrito en materia penal : Bucarelli 24, Mexico DF (Mexique).

Au CERCLE LÉON TROTSKY DE PARIS
La révolution sociale et les guérillas

ENVIRON cinq cent cinquante personnes étaient venues le 16 janvier assister au premier Cercle Léon-Trotsky de l'année 1967. L'exposé portait sur les problèmes que soulèvent les guerillas paysannes pour les révolutionnaires marxistes.

Après avoir rappelé les conditions économiques (nombreux paysans sans terre, propriétés immenses en friches, industries et cultures industrielles contrôlées par l'impérialisme américain) et sociales de ces pays (5 % de gens mangent à leur faim, 70 % des enfants meurent avant l'âge de deux ans) le camarade qui faisait l'exposé analysa le caractère de classe de différents mouvements guerilleros (MIR péruvien, MOEC colombien, MR 13 guatemaltèque). Il rappela que la plupart des militants de ces mouvements venaient d'organisations bourgeoises ou petites bourgeoises et que tout leur programme de lutte reflétait les aspirations des petits paysans sans terre. En faisant un parallèle entre Zapata et Castro, il montra les limites de tels mouvements qui, même vainqueurs comme à Cuba, ne peuvent donner naissance qu'à des Etats bourgeois. Après avoir fait une sévère critique des différentes tendances qui, tout en se réclamant de la IVe Internationale, abandonnent dans les faits le programme marxiste révolutionnaire et subordonnent leur lutte à celles des guerilleros, notre camarade montra que l'application du programme trotskyste dans ces pays nécessitait de la part des marxistes de diriger tous leurs efforts dans la phase présente en direction du prolétariat. En effet, seul le prolétariat pourra, en mobilisant derrière lui les autres classes travailleuses et en premier lieu les ouvriers agricoles et les paysans, conduire les masses populaires vers la révolution socialiste. Il devait insister sur le fait que seule la dictature du prolétariat constitue une véritable démocratie pour les masses populaires et que la seule manière de sortir ces pays de leur sous-développement économique était, pour les révolutionnaires latino-américains, de faciliter et d'aider de toutes leurs forces la révolution prolétarienne dans les métropoles capitalistes. C'est là en effet que se trouve investie la plus-value que les pays impérialistes ont volée aux peuples du Tiers monde pendant des siècles.

Au cours de la discussion qui suivit des participants devaient reprocher à l'exposé une sous-estimation du rôle de la paysannerie dans la révolution et également, dans la période actuelle, une sous-estimation de l'influence des luttes paysannes sur le prolétariat.

A ces critiques notre camarade devait répondre que ce n'était nullement sous-estimer le potentiel révolutionnaire de la paysannerie que d'affirmer que si le prolétariat ne prend pas la tête des masses paysannes, leur lutte aboutira dans le meilleur des cas à hisser au pouvoir des nationalistes petits bourgeois de type Castro.

Il rappela que sans une « nouvelle guerre des paysans » dans les pays latino-américains, la révolution prolétarienne est impossible, mais que dans la période présente, vu leurs faibles forces, les militants trotskystes devaient en premier lieu, en Amérique latine comme ici, militer dans la classe ouvrière et s'atteler à construire un parti ouvrier révolutionnaire.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon
Paris-Xe

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.

De gauche à droite : **Nasution, Soekarno et Subandrio**

Le Parti Communiste Indonésien et la "lutte armée"

LE numéro 1 de la « Voix du Peuple » (datée du 6 janvier), organe des staliniens pro-chinois de Belgique, publie de larges extraits d'une résolution du Bureau politique du Parti communiste indonésien intitulée : « Prendre la route de la Révolution pour réaliser les tâches qui auraient dû être accomplies par la Révolution d'août 1945 ». Cette résolution se veut avant tout une critique de la politique « opportuniste » de l'ancien secrétaire général du P.K.I., D.N. Aidit, exécuté par la junte militaire fin 1965.

Le sérieux politique de ceux qui ont publié le document fait sourire.

Lors des événements d'octobre 1965, la « Voix du Peuple » (8 octobre 1965) écrivait à propos de la ligne du P.K.I. : « Le P.K.I., grand et ferme parti marxiste-léniniste, combat le révisionnisme avec intransigeance. Il a apporté une énorme contribution dans le débat actuel du marxisme-léninisme contre le révisionnisme. »

Dans le numéro du 6 janvier on peut lire : « Nos camarades indonésiens ont repris la voie du marxisme-léninisme... » Ils l'avaient donc quittée ! Il semble que la « Voix du Peuple », qui peut avec la même ardeur approuver l'ancienne et la nouvelle ligne politique du P.K.I., ait oublié de le signaler à ses lecteurs. Décidément, comme leurs aînés, les néostaliniens pro-chinois ont l'échine souple.

Il faut rappeler que le 2 octobre 1965, l'armée indonésienne, appuyée en sous-main par la C.I.A. américaine, prenait l'offensive. Elle s'attaquait bientôt au principal soutien du président Soekarno, le Parti communiste indonésien (P.K.I.). Le Parti communiste était à l'époque une des plus puissantes organisations politiques du pays : il comptait trois millions de membres et contrôlait une organisation de jeunesse forte elle aussi de 3 millions d'adhérents, un syndicat groupant 3,2 millions de travailleurs, une ligue de 7 millions de paysans, une association féminine de 1,7 million de membres.

Depuis la fin 1962, le P.K.I. était un des plus fidèles soutiens des thèses de Pékin. Cela ne l'empêchait nullement, à l'intérieur, de soutenir le représentant neutraliste de la bourgeoisie indonésienne Soekarno.

Aidit était vice-président de l'Assemblée nationale et membre du gouvernement, Njoto, premier vice-président du parti et secrétaire de la Confédération syndicale, Sobsi entrait lui aussi au gouvernement en août 1964 comme ministre délégué à la présidence. En mai 1965, deux autres membres du P.K.I., Reksoprodjo et Sudirojo, devenaient à leur tour ministres. Toute la politique du P.K.I. tendait à la collaboration la plus étroite possible avec la bourgeoisie indonésienne et son représentant Soekarno. Et jusqu'au dernier moment, au lieu de mobiliser les masses populaires contre le coup d'Etat militaire fomenté par l'armée dirigée par les généraux Suharto et Nasution, le P.K.I. se raccrocha à Soekarno qui laissa faire. Les massacres qui s'ensuivirent firent entre 200.000 et 500.000 morts. Les militants du parti communiste étaient pourchassés, emprisonnés, massacrés. La direction du parti, dont notamment Aidit et Njoto, fut exécutée.

D'après la « Voix du Peuple », il s'agit pour le P.K.I. de faire l'analyse et la critique de cette politique erronée afin de tracer une ligne d'action correcte pour l'avenir. En fait la nouvelle ligne politique n'est nullement une rupture complète avec le ministérialisme d'Aidit. Si la résolution admet que des erreurs opportunistes ont été commises elle ne proclame pas moins que « cela ne veut pas dire qu'en principe les communistes ne puissent pas participer à un gouvernement démocratique bourgeois, mais s'ils participent à ce genre de gouvernement, cette participation ne doit pas avoir pour but de renforcer la dictature de la bourgeoisie, mais au contraire de défendre les intérêts propres de la classe ouvrière et des autres travailleurs... » A son époque, Aidit, pour justifier sa participation au gouvernement Soekarno, déclarait la même chose en ces termes : « Il faut continuer et consolider ce qui, dans le pouvoir d'Etat, est en faveur du peuple. »

La politique du P.K.I. n'a donc pas changé dans son essence. Elle n'est aujourd'hui pas plus « marxiste-léniniste » qu'hier. Mais ce qui a changé aujourd'hui, c'est que les hommes politiques bourgeois neutralistes ont été évincés en faveur de généraux ouvertement anticommunistes et appuyés essentiellement sur l'impérialisme américain. Et dans ces conditions, alors que les militants du P.K.I. sont toujours pourchassés par les forces de répression, et que dès la fin 1965 certains prenaient les armes pour se défendre, la direction du parti a bien été obligée de proclamer la nécessité de « la lutte armée ». Mais cette lutte armée se place dans le cadre d'un « front uni de toutes les forces qui sont contre la dictature militaire des généraux de droite » et permet ainsi d'y incorporer les hommes politiques bourgeois opposés à Nasution-Suharto comme les anciens dirigeants soekarnistes du Parti nationaliste indonésien.

Que la situation politique change, qu'apparaisse un gouvernement plus « neutraliste », et l'on peut être sûr que, quel que soit le régime intérieur (Soekarno lui aussi était un véritable dictateur), on verra le P.K.I. venir offrir à nouveau sa collaboration et son soutien à la bourgeoisie.

Mais, si la situation actuelle se prolonge en Indonésie, il n'est pas impossible que, contraint à la clandestiné et réduit au seul appui des campagnes, le P.K.I. parvienne à encadrer un mouvement paysan et se transforme complètement en une organisation petite-bourgeoise paysanne, capable de mener la lutte armée. Il prendrait alors la voie qu'ont suivie avant lui les P.C. de Chine, de Yougoslavie, du Vietnam et de Corée du Nord. Dans cette hypothèse, le P.K.I. romprait les derniers liens formels qui le rattache à la classe ouvière, et loin de revenir au « marxisme » il deviendrait une véritable organisation nationaliste bourgeoise.

Mais dans un cas comme dans l'autre, quelle que soit la situation future en Indonésie, le P.K.I. aura démontré à ceux qui pourraient encore en douter, que quelle que soit son influence, quelle que soit la situation politique, un parti stalinien n'est jamais capable de représenter et de défendre les intérêts de la classe ouvrière et du socialisme.

L. STERN.

D.N. AIDIT, ancien président du P.K.I., exécuté fin 1965.

CIVILISATION

Selon « El Moujahid », organe officiel du F.L.N. algérien, un Algérien sur quatre actuellement a du travail. Notamment dans le secteur rural, où 7 millions de personnes vivent sur une population active masculine de 1,2 à 1,3 millions de personnes, les ouvriers permanents sont estimés à 250.000. Le reste de la population active — environ un million de personnes est plus ou moins employé (Le Monde **du 14-1-1967).**

La France appartenant aux pays dits « développés », a des usines capables de produire des tracteurs et des engrais, et dispose donc des moyens de développer la production agricole, d'alléger le travail de la terre. Mais ces moyens techniques n'ont, en 130 ans de « civilisation » française, apporté aux paysans algériens que le sous-emploi, la misère, la tâche ingrate de survivre sur des terres misérables, avec des moyens dignes de l'âge de pierre. C'est que ces moyens techniques étaient réservés à un petit nombre de gros colons français, installés sur les meilleures terres. La situation, aujourd'hui, n'a guère changé, même si les exploiteurs autochtones ont remplacé les exploiteurs français.

Cette situation générale, touche aussi bien ces terres de famine que sont l'Algérie, l'Inde et tout le Tiers-Monde, que les fameux départements « sous-développés » français. Et les pays dits développés trouvent plus conforme à leur mission « civilisatrice » de leur fournir « gratuitement » des bombes, du napalm et de la mitraille comme en Algérie hier ou aujourd'hui au Vietnam, que des tracteurs et des engrais qu'ils ne pourraient payer.

C'est bien là l'image du monde pourri qui est le nôtre.

A MARSEILLE : où en est la lutte des dockers ?

Après avoir fait grève à deux reprises, les samedis après-midi et dimanches de Noël et du Jour de l'An, à titre d'avertissement, les travailleurs du port de Marseille, sont entrés en action à partir du lundi 2 janvier pour obtenir satisfaction à leurs revendications.

UNE FORME DE LUTTE PARTICULIERE

Depuis quelques années, la tradition des luttes n'est pas celle de la grève, mais celle du « ralenti ».

Cela consiste à travailler normalement durant huit heures par jour, mais à refuser les heures supplémentaires, le travail de nuit, des samedis après-midi, des dimanches et des jours fériés.

Le ralenti est une forme de lutte qui ne peut être efficace qu'à condition d'être suivie à 100 % et de durer longtemps, car le plus gros du travail est effectué, et les patrons compensent en partie la diminution du temps de travail par l'embauche de main-d'œuvre supplémentaire. Au printemps de 1966, il a fallu environ trois mois et demi de « ralenti » avant que les patrons ne cèdent et acceptent de signer un accord donnant en partie satisfaction aux dockers, le 26 mai 1966.

L'ORIGINE DU CONFLIT ACTUEL

Cet accord prévoyait des augmentations de salaires, allant de 3,97 F pour huit heures, aux dockers, à plus de 7 F aux grutiers, des augmentations pour certaines primes et pour les heures supplémentaires. Il prévoyait également une diminution du temps de travail : pas plus de deux heures supplémentaires par jour — une heure « normale » et une heure exceptionnelle en cas de départ d'un navire, pas de travail de nuit le dimanche, limitation de la durée du travail le samedi à 6 h. 40 payées 8 heures pour les équipes du matin, et 5 h. 30 payées 8 heures pour les équipes de l'après-midi. Enfin, une centaine de conducteurs d'engins « passaient aux cadres » (devenaient mensuels).

Mais tout n'était pas réglé pour autant et l'accord du 26 mai prévoyait la réunion rapide de commissions paritaires pour résoudre les nombreux problèmes « en suspens » des diverses catégories du personnel (dockers, conducteurs d'engins et grutiers, agents de maîtrise).

En fait, les commissions paritaires ne donnèrent rien. Parfois, on retardait le plus possible les réunions, pour finalement les renvoyer à une « date ultérieure ». Parfois on passait le temps en discussions stériles comme ce fut le cas pour les agents de maîtrise qui eurent droit à huit commissions paritaires sans le moindre résultat, pas même une convention collective, attendue depuis seize ans...

D'autre part, après avoir attendu quelques mois que les esprits se calment, le patronat tentait avec prudence, et progressivement, de revenir à l'« ancien régime » antérieur au 26 mai 1966.

Le 1er novembre, les acconiers (c'est-à-dire les patrons des compagnies de manutention) instituaient une nouvelle prime de rendement très défavorable aux dockers : les « temps morts » servaient à diminuer la prime réalisée durant les heures de travail. Il y eut un vif mécontentement chez les travailleurs, mais la C.G.T. laissa passer l'occasion de la riposte et s'en tint à quelques actions timides sans résultat.

Au cours des mois de septembre et octobre, le « doublage » du samedi se généralisa. Au lieu de travailler soit le matin, soit l'après-midi, les acconiers tolérèrent que des dockers fassent successivement les deux équipes du samedi.

Pour toutes ces raisons, un deuxième conflit devenait inévitable entre ouvriers et patrons.

LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Pour faire pression sur les commissions paritaires dont nous avons parlé plus haut, la C.G.T. organisa plusieurs assemblées générales en fin de journée, à la place des heures supplémentaires. De ces assemblées est sortie la décision d'accorder comme délai aux patrons, jusqu'au 31 décembre au plus tard, pour le règlement des problèmes en « suspens » dans les commissions paritaires, puis la décision d'une grève d'avertissement pour Noël.

C'est vers cette date que les choses se sont envenimées : d'une part, le 31 décembre approchait et les acconiers ne voulaient toujours rien savoir ; d'autre part, la prime de fin d'année allait décevoir les dockers et augmenter le mécontentement. Au lieu d'une prime équivalente à 2 F par jour de travail, ce qui aurait fait 400 francs en moyenne par docker, comme le revendiquait la C.G.T. depuis longtemps, il n'y eut que 200 F pour les plus favorisés, et souvent beaucoup moins. Les occasionnels, quant à eux, ne touchèrent cette prime que vers le 10 janvier...

C'est alors que la C.G.T. se résolut à appeler les travailleurs à l'action. Le 29 décembre elle lançait un ordre de grève à partir du 31 décembre, à 13 h. 10, jusqu'au lundi 2 janvier à 7 h. 30, en guise d'ultime avertissement, et à partir du 2 janvier l'ordre de commencer un mouvement de ralenti.

LOCK-OUT PATRONAL...

Jusqu'au vendredi 6 le ralenti est suivi à 100 % par les dockers, occasionnels, conducteurs d'engins, grutiers et agents de maîtrise. Les porteurs de bagages se joignent au mouvement pour défendre leurs revendications propres.

Le 6 janvier au matin, l'embauche est normale mais à 11 h. 30, à la fin de la demi-journée, les acconiers annoncent qu'ils arrêtent le travail pour l'après-midi et cela jusqu'au lundi 9. C'est le lock-out. Environ 60 navires sont à ce moment là en cours de chargement ou de déchargement dans le port . Plus de 1.000 tonnes de primeurs vont rester en souffrance durant deux jours et demi.

Mais le lock-out n'aboutit pas au but recherché. Les travailleurs accueillent la nouvelle sans se démoraliser (ce n'est pas la première fois qu'une chose pareille se produit) et en attendant les dockers vont toucher leur indemnité de chômage puisqu'on ne veut pas leur donner de travail. La caisse doit payer 4 à 5 millions d'anciens francs à l'ensemble des dockers par journée de lock-out. Or, cette caisse est alimentée essentiellement par des cotisations patronales. A titre de comparaison, signalons que la masse salariale est d'environ 20 millions d'anciens francs par jour de travail. Le lock-out coûte donc très cher aux acconiers, le quart des salaires sans travail en contrepartie.

En tout cas, le lundi 9 janvier l'embauche reprend, et le « ralenti » continue toujours à 100 %. La manœuvre patronale a échoué.

Cette situation se prolonge jusqu'au mardi 17 janvier. Entre temps, les acconiers préparent une nouvelle offensive, et cette fois-ci ils s'y prennent beaucoup plus sérieusement.

Ils commencent par envoyer à chaque mensuel une lettre déclarant que le mouvement de ralenti compromet la marche de leurs entreprises, et que si ce mouvement se prolongeait ils se verraient à nouveau obligés de lock-outer et de « reconsidérer le contrat de travail » des mensuels. Cette menace ne réussit pas à détacher les mensuels de la lutte. Nouvel échec patronal.

Mais les 16 et 17 janvier, des bruits concernant un nouveau lock-out circulent un peu partout.

Les acconiers avertissent, paraît-il, leurs clients que la manutention va cesser durant dix jours, du 18 au 27 janvier. Le mardi 17, 50 navires lèvent l'ancre et quittent Marseille. Les navires attendus à Marseille sont déroutés sur d'autres ports : Sète, Port-Vendres, Gênes, Barcelone... Certains patrons vont même jusqu'à faire transporter du matériel de levage par route, jusqu'à Sète.

Et le mercredi 18 janvier, à 0 heure, le deuxième lock-out est annoncé. Les contrats de travail des mensuels sont suspendus « pour une durée indéterminée »...

Pour l'emporter, les travailleurs marseillais doivent alors compter non seulement sur eux-mêmes,

● suite page 8

Quand Johnson parle au peuple américain

(SUITE DE LA PAGE 1)

une augmentation de plus de 8 milliards de dollars (celui-ci passe de 126,7 à 135 milliards de dollars). Ces nouvelles dépenses seront réparties de la façon suivante : 5 milliards pour la « défense », 1 milliard pour l'accroissement des paiements civils et militaires, 1 milliard pour diverses dépenses gouvernementales, 700 millions de dollars pour le Service des Dettes... et 1,6 millions pour lutter contre l'indigence. (Rappelons que le dollar vaut environ 5 F).

On considère aussi cette surtaxe de 6% comme une « assurance contre une éventuelle hausse rapide des prix » (New York Times - International Edition - 12-1-67).

Chacun s'accorde à dire que les Etats-Unis viennent de passer par de grosses difficultés à cause de l'inflation. Depuis la dernière « récession » en 1959, le pays a connu l'une de ses plus longues périodes d'expansion. C'est-à-dire que les salaires et les prix, la productivité et les profits se sont tous accrus. Mais leur taux d'augmentation a été remarquablement irrégulier, en particulier l'année dernière. Par exemple, de 1960 à 1966, l'augmentation annuelle moyenne de la productivité était de 3,8 %. Pendant la même période, le salaire réel de l'ouvrier d'industrie ayant une famille a augmenté de 2,1 % (le salaire réel étant calculé sur le dollar 1957-58). Pour que la part des salariés reste la même, l'augmentation des salaires aurait dû être de 3,2 %, et, dernièrement, de 3,8 %. Dans le premier semestre 1966, à cause de l'inflation galopante, 0,23 dollars supplémentaires ont été volés chaque mois à l'ouvrier d'industrie. A ce rythme, la perte sur les revenus réels des ouvriers au cours de l'année 1966 serait proche de 5 milliards au lieu de 2 milliards par an pour les 5 années précédentes (extrait du bureau des statistiques du Travail des Etats-Unis - cité par J. Pakula, National Guardian, 24-12-66).

Visiblement cette période d'inflation (de même que pour les précédentes) n'est pas due aux travailleurs. Bien sûr, on sait que les ouvriers vont subir une nouvelle baisse de salaires sous la forme d'augmentation des impôts et des cotisations à la Sécurité sociale, bien qu'une grande partie de la classe ouvrière n'aura pas à payer cette augmentation d'impôts puisque « ceux dont les revenus sont proches du niveau d'indigence seront exemptés ». (New York Times International Edition 13-1-67). Sur les 55 millions de contribuables du pays, 20 % n'auront pas à payer l'augmentation d'impôts car ils ont un niveau de vie proche, sinon au-dessous du niveau d'indigence.

Un contribuable sur 5 sera exempté parce que ses revenus sont inférieurs à 1.900 dollars/an (9.500 F) pour un célibataire, ou à 5.000 dollars/an pour une famille de deux enfants. Un revenu annuel de 1.900 dollars, cela signifie, pour un emploi stable à 40 heures par semaine, un salaire horaire de 0,87 dollars, soit 4,35 F — salaire bien en-dessous du minimum national qui est de 1,40 dollar de l'heure, soit 7 F (salaire effectif en février 1967 et qui doit passer l'an prochain à 1,60 dollar, soit 8 F de l'heure).

Plus de 20 % de la classe ouvrière touche la moitié, sinon moins, du salaire national minimum !

Il en est de même pour un revenu annuel de 5.000 dollars pour 4 personnes. Pendant l'année 1965, année de moyenne inflation, où la montée annuelle des prix fut de 1,5 % (taux moyen depuis 1953) une famille de quatre personnes devait dépenser environ 1.500 dollars (2.500 F) pour la nourriture. Cela représente 30 % d'un budget annuel de 5.000 dollars. Pendant le deuxième semestre 1966, le prix des denrées alimentaires a augmenté de 5 %, selon les corporations des supermarchés.
(ce qui veut dire que l'augmentation a sans doute été supérieure) (Wall Street Journal 31-10-66 - cité dans le « Militant » du 7-11-66).

En même temps que se déroulait cette augmentation forcenée des prix, on assistait à une véritable débauche de profits. Par exemple, les bénéfices des supermarchés ont prodigieusement augmenté pendant les mois d'août, septembre et octobre. Trois des huit plus grandes chaînes de magasins d'alimentation ont accru leurs bénéfices de 296 %, 33,2 % et 45,7 % pendant les trois mêmes mois de l'année 1965. Les bénéfices des détaillants de l'alimentation ont été en moyenne pour 1966 de 11,58 % par rapport au capital investi.

Pour toutes les branches d'industrie 1966 a été une année record pour les profits. Le produit national brut a également atteint le niveau record de 739,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,5 % sur 1965 (Le Monde 17-1-67).

C'est dans l'espoir de contrebalancer cette inflation que Johnson a proposé une augmentation d'impôts de 6 %. Cette surtaxe va par la suite accroître le coût de la vie, et par conséquent diminuer les salaires réels. Il se peut alors que les ouvriers réclament leur juste part du boom économique. Le ministre du Travail Wertz a prévu cette éventualité. Pour les prochaines négociations entre les syndicats et le patronat, Wertz a suggéré une limitation à 5 % des augmentations de salaires. Comme c'est généralement le cas, ceci est bien en-dessous du rythme d'accroissement des profits. Ce vol sur les salaires ouvriers cumule avec la limite précédemment fixée par le gouvernement à 3,2 %, limite toujours en vigueur — les 5 % ne sont encore qu'une proposition.

La classe ouvrière aura à combattre durement pour obtenir des augmentations de salaires. Les porte-paroles du gouvernement et du patronat vont insister sur le fait que de substantielles augmentations de salaires compromettraient l'économie et entraveraient les efforts faits pour la guerre. Les industriels tentent de nous faire payer leurs craintes pour maintenir en permanence leurs hauts profits. La grève des pilotes en août 1966 n'est qu'un prélude aux luttes qui attendent la classe ouvrière. Après une grève de 43 jours contre les principales compagnies aériennes, ils ont obtenu une augmentation annuelle d'environ 5 % pour les trois années à venir. Cette partie de la classe ouvrière est bien organisée et touche de hauts salaires (8.000 à 12.000 dollars soit 40.000 à 60.000 F par an).

Il ne sera pas d'une petite importance pour la classe ouvrière, lorsque le Congrès mettra en discussion l'augmentation de 6 %, d'avoir obtenu une plus large part du « boom » économique. La proposition ne viendra au Congrès qu'en avril ou mai. Elle doit au préalable être discutée à la commission des finances de la Chambre des députés. Cette commission a pour tâche de préparer la mise en vigueur tout d'abord de l'augmentation proposée pour limiter le déficit national et ensuite de la législation sur la Sécurité sociale. Lorsque la Commission discutera de l'augmentation d'impôts, les augmentations de salaires seront sans doute considérées comme des « poussées inflationnistes ». Et si « l'économie dans son ensemble est stable et robuste », c'est-à-dire si les bénéfices, les taux d'investissements continuent à augmenter « la Commission et le Congrès peuvent très bien accepter la nécessité d'alourdir les impôts ». Mais si, à ce moment, l'économie montre des signes grandissants de faiblesse, il est peu probable que la Commission approuve une augmentation d'impôts. Les signes de faiblesse sont de petits avertissements que les récessions suivent généralement les périodes de « boom » Alors on augmente les dépenses de guerre et on diminue les salaires pour redresser la situation. Mais les dépenses de guerre augmentent actuellement et les travailleurs devront se battre pour que leurs salaires soient adaptés à la période de « boom ». Alors les « signes grandissants de faiblesse » ne se résoudront pas facilement (citation du New York Times International 13-1-67). L'absence de rationalité aussi bien que d'humanité de l'économie capitaliste se feront de nouveau sentir sur la classe ouvrière américaine.

LA LOI DU PATRON

SNECMA, Paris-13e. — **Suite à un incident lors du découpage d'une éprouvette (meule cassée), un contrôleur radio se voit attribuer un avertissement. Le moins que l'on puisse dire c'est que « la pilule était un peu grosse ». L'ouvrier incriminé a refusé de signer cet avertissement, à la suite de quoi il est convoqué auprès du chef de département.**

Dans le bureau du « seigneur » du contrôle, l'histoire de la meule cassée passe au second plan : en somme cela n'aura servi qu'à déclencher l'attaque patronale :

« L'ouvrier est un fainéant... sa présence est néfaste **dans** une « atmosphère labo »... il discute **les ordres de son chef...** il est mal vu de ses collègues... »

Le tout sans preuves ni faits précis, rien que les accusations **d'un chefaillon à la recherche d'éventuels galons.**

En quelque sorte **un modèle** d'ouvrier inapte à **se faire exploiter 9 heures par jour.**

Le compte y est **et la sentence ne se fait pas attendre : « Vous êtes mis à la disposition** du personnel. » L'histoire **pouvait** s'arrêter là, **seulement une** heure après son chef de **groupe** lui apprend qu'il est **licencié pour le lendemain ; l'adjoint** au chef du personnel **fait remarquer** qu'il ne faut **pas qu'il se** plaigne : « On lui **paye un mois** de préavis, **seulement il ne faut** pas ébruiter l'**affaire. »**

En résumé, en deux jours ouvrables, à la suite d'un incident bénin, un ouvrier s'est trouvé dans la rue sans travail. L'affaire a été menée rondement.

Y a-t-il eu une riposte ?

Les contrôleurs de la chaudronnerie, quelques préparateurs, indignés par ce licenciement abusif, arbitraire, ont débrayé une heure en fin de journée. Cela certes n'a pas fait fléchir la direction, leur acte n'est cependant pas gratuit.

En fait, étendue à l'usine, c'était la seule possibilité de faire céder la direction. Or les syndicats n'ont strictement rien fait de valable. La presque totalité de l'usine est restée dans l'ignorance des faits : pas un tract, pas une information touchant l'ensemble du personnel aussitôt après l'affaire. Cela aurait pourtant été le minimum.

De la calomnie à la délation

RHONE-POULENC (Vitry). — **Dans le style calomnie, les staliniens d'aujourd'hui n'ont rien à envier à leurs prédécesseurs contemporains du « petit père des peuples ». Périodiquement, là où leur appareil est le plus puissant, à l'usine, les staliniens, ne pouvant tolérer aucune expression politique autre que la leur, reviennent aux bonnes vieilles méthodes qui ont fait leur preuve.**

A l'usine Rhône-Poulenc à Vitry, en septembre 1964, une section syndicale avait pratiquement été dissoute à la suite de l'exclusion de travailleurs soupçonnés d'être rédacteurs ou collaborateurs de la « Voix Ouvrière ».

Ces camarades, bien sûr, n'ont pas laissé tomber pour autant, comme le souhaitaient sans doute les gens du P.C.F., et depuis, la lutte n'a pas cessé ; violente quand c'était le sort des grèves qui était en jeu, moins dans les périodes de calme.

En février 1965, la C.G.T., dans un bulletin intérieur, dénonçait un délégué du personnel en ces termes .

« Alors que l'un de nos délégués a un contrôle serré de la part de la direction..., l'un des exclus de la C.G.T. dont l'appartenance à la prétendue organisation trotskyste déjà citée n'est plus un secret, se déplace dans l'usine sans aucune obstruction patronale. »

A la suite des grèves qui se déroulèrent à l'usine en mars et avril dernier (*V.O.* n° 56) le délégué en question fut licencié au grand soulagement, à peine dissimulé, **des staliniens qui écrivaient alors :**

« S'il n'est pas du tout question de défendre les agissements des propagandistes du supplément de la *Voix Ouvrière*, ...il a été proposé à l'intéressé d'être défendu par nos délégués. »

Avec des défenseurs de cet ordre, le licenciement venant après 5 jours de grève entérés par la C.G.T., fut prononcé et entériné.

Nous ne citerons pas ici tous les tracts diffusés, soit par la C.G.T., soit par le P.C.F., qui sont au niveau de la calomnie Nous n'en citerons qu'un. Au début de l'année, le P.C.F. diffusait un tract vengeur et menaçant recto verso pour dénoncer une fois encore « les provocateurs, ultra-révolutionnaires, diviseurs, anti-communistes, supports bien sûr de De Gaulle et du patronat, gardes rouges, bavards, dévoyeurs, renégats » et autres gentillesses du même style, et pour dénoncer un travailleur en les termes suivants :

« Récemment, nos camarades de la S.K.F. à Ivry ont démasqué le provocateur qui travaillait aux R.T.M. et fut exclu des rangs de notre parti chez Rhône-Poulenc, et qui cherchait à nouveau à s'infiltrer dans le syndicat des métaux pour y accomplir son travail de sape. »

Comme les usines Rhône-Poulenc et S.K.F. ne sont qu'à 2 ou 3 km l'une de l'autre, il est probable que le patron de l'un a prévenu le patron de l'autre, ce que souhaite peut-être le P.C. car, pour eux, un travailleur licencié par le patron est évidemment un ennemi mortel qui mériterait de ne pas retrouver de travail s'il est trotskyste.

Comme le disait le « camarade » Eluard : « l'horizon de Staline est toujours renaissant ».

Licenciements à la Polymécanique

POLYMECANIQUE (Pantin). — A la Polymécanique à **Pantin**, la Direction a procédé au licenciement de 11 mensuels le 3-1-67, après avoir réduit l'horaire à 40 heures et avoir exercé de nombreuses brimades obligeant des ouvriers à prendre leur compte. Une ouvrière faisant partie des licenciés, sur sa demande, a été reprise comme OS sur machine, ce qu'elle était avant qu'on lui demande de passer dans les bureaux.

Devant cette situation, les syndicats ont appelé à un débrayage d'une heure, auquel la majorité des ouvriers ont participé, bien que des secteurs entiers se soient pratiquement abstenus, et que les mensuels n'aient été qu'un tout petit nombre à sortir. Parmi les ouvriers qui n'ont pas débrayé, la plupart le justifiait en disant qu'ils ne voulaient pas « faire la grève pour les chefs ». Or les licenciés n'étaient pas que des chefs, il y avait un régleur P2, une ancienne ouvrière sur machine devenue employée, entre autres. Et même un chef peut choisir son camp et être avec ceux dont les intérêts sont les siens, c'est-à-dire les ouvriers. Tout cela n'était que prétexte venant de la difficulté de lutter contre les licenciements. Car en absence d'une convention collective nationale garantissant les travailleurs contre de tels licenciements, la seule lutte possible qui reste est celle pour le maintien des licenciés à l'usine et la constitution d'une organisation des ouvriers, un comité chargé de répartir le travail entre tous. Les syndicats n'ont pas appelé à débrayer dans cette perspective (le contraire eut été bien étonnant), et dans ces conditions la lutte semblait perdue d'avance pour un bon nombre d'ouvriers.

UN NOUVEAU GADGET: LA CARTE SYNDICALE

CREDIT LYONNAIS (Paris). — *Au Crédit Lyonnais, il existe des panneaux d'affichage, mis à la disposition des organisations syndicales, à tous les étages.*

En cette période de l'année on y voit fleurir toute une propagande pour le moins contestable.

La C.G.T. avec « Antoinette » (le « Elle » syndical) étale sur les murs les robes de Pierre Cardin, les recettes pour être « belle à Noël » et l'inévitable conseil de tricot...

Il est vrai que l'Etablissement compte 60 % de femmes, mais on voit mal en quoi « Antoinette » va changer les problèmes des femmes travailleuses ; il faut s'adapter, paraît-il, aux journaux des Del Duca et autres Boussac.

La C.F.T.C., elle, a tiré un tract qui n'a pas grand-chose de revendicatif. C'est un appel à l'adhésion pour une « assurance » dans « la bonne marche de votre carrière » !

Mais si l'attitude de la C.F.T.C. « apolitique » et « chrétienne » n'étonne plus, certains employés ont été surpris de la façon dont la C.F.D.T. fait sa propagande à l'adhésion.

Car si l'on vit actuellement sous le règne de la publicité, que ce soit sous la forme de porte-clés ou de « badges », on aurait pu penser que le syndicalisme, non seulement se préserverait contre cette forme d'abrutissement, mais encore lutterait contre. Il nous semblait que l'adhésion syndicale s'acquiérait en convainquant, en faisant appel à la conscience de classe des travailleurs, mais non en faisant de la publicité comme pour lancer une marque de dentifrice.

On a pu, en effet, lire sur les panneaux ces slogans de la C.F.D.T. :

« Plus sûr que le Tiercé et sûrement moins cher, prenez une carte C.F.D.T. »

« Sortez de votre coquille, adhérez à la C.F.D.T. »

« Ne grognez plus tout seul dans votre coin, adhérez à la C.F.D.T. »

Les employés du Crédit Lyonnais ne seront même pas étonnés si un jour ils lisent l'annonce suivante : « ...pour soigner vos cors aux pieds, retenir votre mari à la maison, réussir la robe de vos rêves, etc., adhérez à la C.F.D.T. «

En Uruguay : Un pays "socialiste" aide à la répression gouvernementale

Dernièrement, sept réfugiés politiques brésiliens et une étudiante uruguayenne demandaient l'asile politique à l'ambassade de Tchécoslovaquie. Ils déclaraient en effet être surveillés par la police uruguayenne et annonçaient en même temps leur désir de « poursuivre dans un pays socialiste leur activité révolutionnaire ».

Quand on connaît les méthodes policières en usage dans tous les pays d'Amérique latine contre ceux qui ont le malheur d'être simplement « de gauche », on comprend les inquiétudes de ces huit militants.

Malheureusement, ils ont frappé à la mauvaise porte, et malgré leurs déclarations de sympathie envers les « pays socialistes **», ils ont été fort mal reçus.**

Loin de leur donner asile, l'ambassade tchèque, afin de bien montrer au gouvernement uruguayen ses bonnes intentions, a tout simplement fait appel à la police pour qu'elle vienne s'emparer de ces intrus...

Si ces militants pensaient que la Tchécoslovaquie était un « Etat socialiste », maintenant les voilà fixés.

L'unité syndicale

RENAULT (Billancourt). — **L'accent est mis depuis plusieurs mois sur la question de la syndicalisation. C.F.D.T. et C.G.T. ont publié plusieurs tracts à ce sujet. La C.G.T. doit en discuter lors du congrès du syndicat Renault les 28 et 29 janvier. Récemment même, cette organisation posait la question de la réunification.**

Ce n'est pas la première fois que la question est posée. Ce n'est pas non plus la première fois que celle-ci reste sans réponse. Il faudrait, en effet, que les conditions soient posées.

La première serait le rétablissement du droit de fraction ; que soit officialisé le droit de tendance et son expression publique dans toutes les publications.

A ce moment-là, seulement, pourrait être résolu cet anachronisme flagrant. Les syndicats réunis n'arrivent à peine qu'à 10 %. Ne parlons pas des réunions où en principe doivent être prises les décisions. Quand elles ont lieu deux ou trois fois l'année, y compris le vin d'honneur, c'est tout. C'est pourquoi une petite minorité, l'appareil syndical se met à la place des syndiqués et dirige pour eux.

Mais comment, se diront certains, en est-on arrivé là ? De cinq millions de syndiqués à la Centrale unique d'il y a vingt ans, à la situation présente.

Les syndiqués sont partis un à un ne comprenant pas les méandres de la politique suivie. Du « Retroussez les manches » aux grèves tournantes, les ouvriers ont manifesté avec leurs pieds et ont quitté les syndicats. Ceux qui ont essayé de redresser la situation se sont faits exclure.

Et si la direction de la Régie peut dire, paraît-il, qu'avec 23.000 syndiqués à Billancourt, elle serait obligée de composer, et de lâcher quelque chose, c'est une réalité évidente. Mais à qui la faute ?

Il faut ouvrir les portes toutes grandes, respecter la lettre des statuts, rétablir le droit de tendance.

Puisque tout le monde devrait être syndiqué, le syndicat ne peut avoir le même fonctionnement qu'une secte politique.

Des accords sans principes

Le dernier exploit de la Fédération du Livre C.G.T. date du 24 octobre dernier. Les dirigeants de la Fédération, Lafond, secrétaire général en tête, ont signé un protocole d'accord avec le syndicat patronal des quotidiens de province concernant les congés payés. En échange de l'augmentation de ces derniers, 24 jours en été et 6 jours en hiver — au lieu de 3 — la centrale syndicale a accepté de renoncer au paiement majoré des heures supplémentaires effectuées pendant la période des congés (sauf le jour de repos hebdomadaire) pour pallier l'absence du personnel en congé. Ces heures (il s'agit souvent de doubler le temps de travail, le service) seront donc payées en heures normales.

Voilà à quoi on aboutit aujourd'hui en 1966. Au sabotage, à la disparition d'un avantage qui, s'il n'empêche pas la pratique des heures supplémentaires, et tout le monde sait qu'elles sont nombreuses dans la Presse, même en province, est tout de même un garde-fou, une limite au surtravail. Et de toute façon ce n'est pas la disparition de la majoration des heures supplémentaires qui n'empêchera plus leur pratique. Mais cela se solde par contre par une perte sèche de salaire. Et cela compte aussi. Et les dirigeants du syndicat ouvrier, dans ce qu'ils veulent présenter comme le résultat normal d'un marchandage, d'un « échange », perdent singulièrement toute notion de valeur. Ces gens-là sont même de mauvais marchands, ce que ne sont pas les représentants patronaux, car dans ce marché, ce sont les travailleurs qui sont dupes. Non seulement parce que les congés sont en fait payés par les travailleurs qui pourvoient au remplacement de ceux qui partent, et cela au rabais, mais surtout par le danger que constitue pour eux un tel précédent, même si pour le moment la suppression de la majoration est limitée à la période des congés, période qui, soit dit en passant, représente plusieurs mois de production. En matière de marchandages, ces gens-là, représentants patronaux et ouvriers, sont, chacun à leur façon, des virtuoses. Et leur virtuosité se pratique toujours dans le respect du « protocole ». Là seulement nous pouvons leur faire confiance.

Le bilan de l'année chez RNUR

RENAULT (Billancourt). — *Dans « Renault-Inter », numéro spécial diffusé aux membres du 2e Collège, M. Dreyfus fait le bilan de 1966.*

Année satisfaisante, dit-il.

— 793 000 véhicules sortis, soit 28 % de plus qu'en 1965.

— Accord Renault-Peugeot.

— Accord avec les pays de l'Est et notamment avec l'U.R.S.S.

A ces succès, écrit M. Dreyfus, le personnel a été associé tout le long de l'année et récemment encore par l'attribution d'une gratification exceptionnelle. Mais M. Dreyfus ajoute aussitôt que tout a été donné et qu'il ne faut rien attendre de plus, notamment de répartition de bénéfices en juin. Car le président-directeur général de la Régie Renault est prudent et il prévoit une année 1967 moins satisfaisante.

Les marchés américain, allemand et anglais donnent des signes de fléchissement, ils vont se battre et il faudra soutenir la concurrence.

Dans cette société capitaliste, l'abondance devient un fléau. Plus on produit, plus on se concurrence, plus la lutte est sévère. Réduire le temps de travail devient une catastrophe, les succès sont précaires et préparent les défaites.

Produire pour vivre et non vivre pour produire, travailler pour satisfaire les besoins des hommes et non ceux du profit, voilà vers quoi il faut s'engager.

Ce n'est tout de même pas plus difficile que le jeu stupide qu'on nous impose.

La question du logement

Un incendie qui s'est déclaré récemment dans le bidonville de Nanterre, a détruit 30 baraques, privant ainsi 150 personnes de logement. L'existence de ces bidonvilles ne date pourtant pas d'hier. D'innombrables articles dans la presse, des enquêtes sociologiques et autres en ont révélé le scandale depuis longtemps. Cependant, absolument rien n'est fait pour loger dans des conditions normales les travailleurs étrangers, de plus en plus nombreux, qui habitent ces bidonvilles.

Ce qu'on leur demande en venant travailler en France, c'est de trimer 9 ou 10 heures par jour pour des salaires qu'aucun ouvrier français n'accepterait. Pour le reste, on ne veut rien savoir : qu'ils se débrouillent.

Le gouvernement, faisant mine de s'émouvoir, prévoit 2.500 logements et 25.000 places dans des foyers pour les travailleurs immigrés, à réaliser en... 5 ans ! Or il y a actuellement, dans les 89 bidonvilles que compte la région parisienne, 40.000 personnes qui y vivent !!!

Voilà tout ce qu'est capable de réaliser en matière de logement un gouvernement qui, par ailleurs, dépense des milliards pour une force de frappe dont les travailleurs n'ont que faire. Seulement, la construction d'engins de guerre rapporte gros à l'industrie française, tandis que le financement de la construction d'H.L.M. représente une perte sèche pour l'Etat et de maigres bénéfices pour les « constructeurs - promoteurs » qui préfèrent investir dans la construction de luxe.

Pourtant, il y a une solution toute prête à proposer : il existe actuellement en France près de 100.000 logements qui attendent acquéreurs ou locataires (selon le président du Patronat du Bâtiment — *Le Monde*, 10-1-67).

Ce qui manque ce ne sont donc pas les logements, c'est bien plutôt des salaires qui permettent de s'offrir un loyer de 600 à 1.000 F par mois et des appartements de 15 et 20 millions !

LES DOCKERS MARSEILLAIS

● suite page 6

mais sur la solidarité active des autres dockers français et étrangers.

Fort heureusement, chez les dockers, la solidarité n'est pas un vain mot : dès le 6 janvier, les dockers de Port-Saint-Louis ont refusé de décharger des marchandises destinées à Marseille, le lendemain les dockers de Sète se déclarent solidaires, le 14 tous les ports français de la Méditerranée font de même, à Port-de-Bouc ce sont, paraît-il les patrons qui refusent les navires prévus pour Marseille de crainte d'incidents, à Nice lorsque les dockers s'aperçoivent qu'on leur a fait débarquer des fûts d'huile pour Marseille, ils les réembarquent...

Puis c'est au tour des ports de la côte Atlantique : le 18, Le Havre, La Palice et Gherbourg envoient des télégrammes de solidarité, La Palice y ajoute une heure de débrayage. Le 20, enfin, tous les ports français de l'Atlantique ont promis leur aide.

D'autre part, pas d'inquiétude en ce qui concerne Gênes : Gênes et Marseille ont depuis longtemps l'habitude de s'entraider dans ces cas là. Reste Barcelone, où l'on ne peut savoir comment les choses vont se passer... mais, qui sait ? Les travailleurs espagnols ne manquent pas de courage.

Apparemment donc, les patrons de la Manutention Marseillaise n'auront pas la partie facile, bien qu'ils tentent, en accord avec les armateurs, de dissimuler les marchandises destinées à Marseille, en surchargeant les navires destinés aux autres ports.

...ET RECULADE SYNDICALE

Mais si les patrons se méfient de la combativité des travailleurs, ils peuvent compter très rapidement sur l'attitude conciliante de la C.G.T. Celle-ci, en effet, emboîte le pas au chantage des acconiers. Les patrons ne cessent de déclarer que le port de Marseille est dans une période difficile et que toute la région marseillaise est en récession. Faire grève ou faire le « ralenti » dans ces conditions risque d'écarter des clients et d'aggraver la crise...

C'est pourquoi le 19 janvier les représentants de la C.G.T. proposent au directeur du port la reprise du travail normal, en abandonnant le mouvement de ralenti. En échange de quoi, le lock-out serait levé... et les discussions pourraient reprendre. Le lendemain, l'Union des syndicats C.G.T. des Bouches-du-Rhône déclare qu'« elle approuve les récentes « propositions faites par les Syndicats des dockers, conducteurs « d'engins et agents de maîtrise, « à la Direction du port, à savoir : « — Levée immédiate du lock-« out.

« — Reprise des discussions et « du travail normal.

« Une fois de plus, les travailleurs du port et leurs organi« sations syndicales font la dé« monstration qu'ils sont cons« cients de leurs responsabilités « et de leur volonté de voir solu« tionner rapidement le conflit « dans l'intérêt des usagers du « port et de toute la popula« tion. »

La C.G.T. a donc décidé de « laisser tomber »...

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons la tenue d'une assemblée générale du personnel le samedi 21 janvier au matin. Au cours de cette assemblée, les dirigeants syndicaux sont tenus, face aux travailleurs de tenir un langage un peu différent : ils se déclarent prêts à la reprise du travail normal à la condition que les patrons respectent à la lettre les accords du 26 mai...

En fait, s'il est certain que la C.G.T. a bien l'intention de freiner le mouvement, il n'est pas dit qu'elle puisse imposer facilement sa volonté aux travailleurs. La partie n'est pas jouée, et les prochains jours nous apprendront qui l'emportera.

LES NOUVEAUX PRINCIPES AMÉRICAINS D'AIDE ALIMENTAIRE A L'INDE

New-Delhi, 5 janvier. — Les nouveaux principes gouvernant l'aide alimentaire donnée par les Etats-Unis font l'objet ici de critiques très sévères et sont même considérés par certains commentateurs comme un moyen de pression dont Washington voudrait se servir **pour « punir » une Inde qui refuse de soutenir la cause américaine au Vietnam.**

Les Indiens attendaient avec une angoisse croissante de savoir quand Washington reprendrait ses expéditions de céréales. Malgré l'urgence des requêtes venant de New-Delhi le président **Johnson a fait traîner les choses jusqu'au jour où le Canada, l'Australie et l'Union soviétique ont annoncé l'envoi d'une aide alimentaire à l'Inde. C'est alors seulement que Washington décida d'envoyer 900.000 tonnes de céréales, qui devraient permettre aux autorités indiennes de « faire la soudure » jusqu'à la récolte du printemps.**

(Extrait du « Monde » du 6-1-67).

« Bouffez donc du Viet, mon brave ! »

AU BRÉSIL

Quand les travailleurs mangent des rats !

Dans la région nord-est du Brésil, c'est actuellement la sécheresse. Alors toute vie disparaît, et cela signifie pour les paysans qui y vivent qu'il n'y a plus rien pour s'alimenter. D'après un député « les travailleurs en sont réduits à manger des rats » et officiellement l'on dénombre pour les seuls 10 premiers jours de janvier 2.450 cas de déshydratation infantile. 52 enfants ont déjà péri pour cette raison.

Alors la colère a éclaté. Les paysans ont envahi les villages et menacé de dévaliser les magasins d'alimentation. La solution trouvée par le gouvernement : faire intervenir la troupe.

Les bourgeois, dans ce cas là, trouvent toujours qu'il est plus facile de distribuer du plomb que du pain.

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

Lundi 13 février, à 20 h 30, à la Mutualité Salle C, 1er étage, 24, rue Saint-Victor. Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LES ELECTIONS LEGISTLATIVES

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations. **Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie :**

LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5e

PERMANENCES

● **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 h,** 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi de 18 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 heures.**

● **BANLIEUE :**

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, Bd Gallieni (Place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis de 18 h à 19 h** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19 30.**

LEVALLOIS - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), **tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.**

● **PROVINCE :**

BORDEAUX. — Café « le Régent » cours Victor Hugo, **tous les jeudis de 18 h à 19 h 30.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri Landier (près gare), **les jeudis 26 janvier et 9 février, de 19 h à 20 h.**

BRIVE : Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les **jeudis de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE - « Café d'Autrans » 5, Cours Berriat, **tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis de 15 à 17 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) **les jeudis 26 janvier et 9 février, de 18 h à 20 h.**

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileleries, **le jeudi de 15 à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE : Café Paris-Sports, Place Marceau, le **samedi de 16 heures à 17 heures.**

SOCHAUX : «Café de la Gare», **tous les vendredis de 13 h à 14 heures.**

TOULOUSE : Café « Le Béarn » Place St-Michel. **Tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**